Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

104-105 | 2006

Anthropologie et Histoire face aux légitimations politiques

Le discours régionaliste en Provence (France)

Un mode paradoxal de légitimation du politique

Regionalist Discourse in Provence (France): A Paradoxical Mode of Political Legitimation

Laurent-Sébastien Fournier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/548>

DOI : 10.4000/jda.548

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2006

Pagination : 247-264

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Laurent-Sébastien Fournier, « Le discours régionaliste en Provence (France) », *Journal des anthropologues* [En ligne], 104-105 | 2006, mis en ligne le 18 novembre 2010, consulté le 19 avril 2019.
URL : <http://journals.openedition.org/jda/548> ; DOI : 10.4000/jda.548

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Journal des anthropologues

Le discours régionaliste en Provence (France)

Un mode paradoxal de légitimation du politique

Regionalist Discourse in Provence (France): A Paradoxical Mode of Political Legitimation

Laurent-Sébastien Fournier

La Provence est une région française souvent citée pour l'exubérance de ses rituels, pour sa propension à se penser comme singulière et pour sa « brillante identité » (Pelen, 1985 ; Gueusquin, 2000). Dans le présent article, l'exemple du Pays d'Arles (Bouches-du-Rhône), espace central à l'échelle de la Provence, sera traité dans une perspective d'anthropologie du proche¹. Il permettra d'étudier de manière plus générale comment un certain type de discours régionaliste, dans la mesure où il s'efforce de valoriser et de rendre attrayante une identité culturelle régionale, est utilisé pour légitimer un ordre politique, même s'il prétend le contester.

Pour comprendre ce jeu paradoxal qui structure bien souvent les relations entre échelon régional et échelon national et qui influence forcément le travail anthropologique, il s'agira ici de savoir à la fois 1) comment les références nationales et les références régionales se combinent et participent ensemble à construire le politique et sa légitimité, 2) comment la science anthropologique et historique participe aussi à cette construction d'une légitimité politique, et 3) comment l'étude de ces constructions permet de repenser les rapports de domination ou de dépendance « coloniale » dans le cadre métropolitain français. Une telle approche permettra de proposer un modèle propre à appréhender de manière originale, dans une région donnée, les dynamiques qui structurent le partage de la légitimité politique entre échelon national et échelon régional.

Quelques façons habituelles de penser la construction des identités culturelles en histoire et en anthropologie seront dans un premier temps évoquées. La présentation de données historiques et ethnologiques relatives au cas de la Provence permettra ensuite d'ouvrir la discussion et de mieux comprendre la nature paradoxale et les enjeux politiques des discours régionalistes dans le contexte provençal. De cette manière, la nature du

régionalisme en Provence et ses rapports avec la question de la légitimité politique dans les sociétés de l'Europe contemporaine pourront être mieux perçus.

La construction des identités : un processus historique et dynamique

L'anthropologie prête depuis longtemps attention à la manière dont les identités nationales ou régionales sont progressivement construites par l'histoire. Elle s'est notamment appliquée à montrer que, loin d'être uniquement le fait des dominants, cette construction est en fait une « co-construction » qui mobilise autant les dominés en mal d'adaptation que les dominants désireux d'asseoir leur domination dans les meilleures conditions. Ainsi, le rôle clef des nouvelles élites et des mouvements de revendication autochtones a-t-il été reconnu comme moteur dans l'affirmation des identités culturelles régionales.

En Europe comme ailleurs, ces questions ont été travaillées par de nombreux chercheurs, surtout depuis une trentaine d'années. La critique fondamentale de la notion d'ethnicité et le déplacement effectué vers la notion de frontière culturelle ont permis de critiquer la position substantialiste, majoritaire jusqu'alors dans les études concernant les identités ethniques et qui consistait à prêter à ces dernières une existence objective². Ensuite, le cadre théorique de l'invention des traditions nationales a permis de prendre acte du fait que, dans une situation sociale donnée, changement et continuité étaient toujours nécessairement liés³. Parallèlement, le concept de nation a été radicalement remis en question et amplement critiqué⁴, ce qui a rendu à son tour suspecte la notion d'authenticité culturelle qui avait servi de paradigme dominant pour un bon nombre d'ethnologies nationales classiques. Les sciences politiques ont tiré les conséquences ultimes de cette relativisation des notions de culture nationale ou régionale par les anthropologues, en affirmant par exemple que « le raisonnement culturaliste, tant politique que savant, élude "les" parts de l'innovation et de l'emprunt en supposant qu'un noyau dur de représentations intangibles se perpétue à travers les siècles en vase clos » (Bayart, 1996 : 79). Dans ce contexte, de nombreux travaux se sont appliqués, au sujet de différents terrains européens, à déconstruire les études classiques, trop souvent basées sur le postulat d'une spécificité culturelle nationale ou régionale⁵.

Les anthropologues qui ont été attentifs à la question des échelles d'analyse ont ainsi progressivement affirmé le souci de qualifier les articulations qui existent entre local et global à différents niveaux, du village à la nation en passant par la région (Bromberger, 1987). L'histoire de l'intérêt des ethnologues et des anthropologues pour les cultures régionales en Europe permet ainsi de préciser sur un temps assez long comment les articulations d'échelles ont été pensées et travaillées par différents types d'acteurs impliqués dans un ensemble de revendications et/ou de légitimations du politique. Ces travaux conduisent à penser les frontières culturelles comme des objets plus ou moins illusoires, qui relèvent de la perception et du vécu autant que d'un caractère objectif (Bromberger & Morel, 2001). Ils montrent aussi les limites des notions d'identité et de culture lorsqu'elles sont rapportées à un cadre national ou régional. En même temps, ils témoignent du fait que ces termes sont abondamment utilisés par différents acteurs sociaux, qui s'en servent pour étayer et construire une légitimité culturelle qui a elle-même une grande influence sur le terrain politique.

De cette manière, les notions d'identité, de culture, ou de tradition couramment utilisées par les anthropologues ont pu être relativisées. Retenons que cette relativisation a été favorisée par un dialogue entre historiens et anthropologues et qu'elle a permis d'échapper au fixisme et au substantialisme trop répandus dans l'ethnologie classique en prêtant une attention renouvelée aux processus historiques de construction des identités culturelles.

La dynamique de la construction identitaire en Provence : approche historique des légitimations du politique

Au regard de cet ensemble de travaux et de ce renouvellement important du cadre théorique de l'ethnologie du domaine européen, comment étudier plus précisément la question des légitimations du politique en anthropologie du proche ? Le cas de la Provence semble à cet égard exemplaire, dans la mesure où une grande variété de sources historiques permet de recouper les témoignages collectés sur le terrain et de prendre conscience de la façon dont acteurs des mouvements régionalistes et représentants élus de la nation ont participé de manière singulière à la construction du politique à l'échelle locale. En Provence, la question du politique a servi non pas de ligne de partage, comme l'affirment les théories habituelles du régionalisme, mais plutôt de médiation, c'est-à-dire de lieu de rassemblement entre les défenseurs d'une culture régionale et ceux de la culture nationale française : elle a permis une co-construction d'une légitimité culturelle provençale par des acteurs de la mouvance régionaliste et par des représentants politiques élus de la nation.

L'examen de quelques faits historiques permet de préciser ce mouvement. La période où émerge le mouvement régionaliste dans la seconde moitié du XIX^e siècle, celle, sous le gouvernement du Front populaire, où la nation française prend conscience, par le biais d'une de ses institutions (le Musée national des Arts et Traditions populaires), de la richesse de la culture régionale provençale, ou celle, plus récente, où émerge le souci d'une valorisation « patrimoniale » des identités culturelles locales et régionales, éclairent le paradoxe selon lequel des mouvements régionalistes qui refusaient l'ordre jacobin, se sont tout de même servis des structures politiques proposées par la nation pour diffuser leurs points de vue et s'affirmer comme légitimes.

En 1854, Frédéric Mistral et six autres poètes fondent à Font-Ségugne (Vaucluse) le mouvement régionaliste du Félibrige. Les ambiguïtés dès le départ sont nombreuses⁶. Le Midi, réputé brutal depuis les récits des premiers voyageurs, est en même temps reconnu symboliquement comme l'héritier des lumières cathares face aux ténèbres cléricales de la France du nord. La renaissance d'oc, ainsi, est en partie suscitée par Paris où le Moyen Âge et les troubadours sont réhabilités par un romantisme qui rassemblera Mistral et Lamartine. Par ailleurs, les félibres sont en général les plus francisés des Provençaux, les seuls qui ont le loisir de regarder en arrière, vers la culture qu'ils ont dû abandonner au passage. Dans ces conditions, le félibrige est dès sa naissance tendu entre deux sortes d'exigences : selon le poète conservateur Joseph Roumanille il doit servir à évangéliser le peuple et à maintenir un ordre social ancien ; pour Frédéric Mistral, plus modéré, il est en même temps un outil de création littéraire moderne.

D'emblée, le régionalisme provençal se pose ainsi comme porteur d'une ambivalence de principe : il est à la fois novateur et conservateur, révolutionnaire et réactionnaire. Dans ses rangs, la contestation la plus radicale du jacobinisme et de l'ordre national républicain est ainsi, en fait, portée par des royalistes et des légitimistes. C'est au nom d'un ordre moral ancien et d'une nation idéale que ces derniers récusent la nation actuelle, jugée corrompue et décadente. Cette tendance se retrouvera, contre la volonté de Mistral lui-même qui se réclame, de manière inattendue, du fédéralisme de Proudhon, dans un mouvement comme l'Action française, qui captera certains membres du félibrige et qui se revendiquera à la fois révolutionnaire et conservatrice, anti-papiste et partisane de l'ordre moral, régionaliste et à la recherche d'une nation autoritaire⁷.

D'une manière plus générale, ce légitimisme donne systématiquement raison à la puissance qui représente l'ordre établi, quitte à sortir de la légalité pour affirmer ce soutien. Déjà présent sous la Révolution française chez les contre-révolutionnaires de la Terreur blanche, il se manifeste ensuite à plusieurs reprises en Provence, avec une forte sensibilité anti-concordataire au début du XIX^e siècle, avec la résistance des confréries de pénitents à la Troisième République lors du siège de l'Abbaye de Frigolet (Bouches-du-Rhône) en 1886, avec les troubles et les émeutes causés en réaction à la séparation de l'Église et de l'État et des inventaires en 1905, ou encore à l'occasion de l'interdiction de l'Action française en 1928. À chacune de ces occasions, le combat politique pour le maintien de l'ordre moral s'exprime à travers des actions violentes de résistance aux réformes proposées par le législateur.

Ces mouvements de résistance légitimistes apparaissent comme une clef pour comprendre la nature spécifique du régionalisme en Provence. À la différence du cas occitan, où le discours dominant du régionalisme sera plutôt de type social, émancipateur et anti-autoritaire – songeons aux révoltes vigneronnes de 1907, auxquelles Mistral refusera d'adhérer, ou au militantisme rouge du Larzac des années 1970 – le régionalisme provençal se construit comme un discours nationaliste, courtoisé sans cesse par l'ordre moral, et globalement porté par des notables et des républicains, dont Mistral était proche⁸. Cette situation explique que les régionalistes pourront, ici plus facilement qu'ailleurs, participer à la construction et à la légitimation du politique avec les représentants de la nation.

À la rencontre de l'Autre : une mission ethnographique en Provence en 1938

La construction commune d'une spécificité locale par les acteurs régionaux et nationaux se poursuit avec la prise de conscience de l'intérêt ethnologique de la Provence. Si les observations ethnographiques ont été déjà nombreuses au XIX^e siècle, c'est en 1938 que des ethnologues professionnels s'intéressent pour la première fois à la Provence de manière systématique. Il s'agit de l'équipe de Georges-Henri Rivière et du tout jeune Musée national des Arts et Traditions populaires, qui, encouragés par le succès de la récente expédition Dakar-Djibouti, entreprennent depuis Paris une mission d'étude et de collecte en vue de représenter la diversité des régions françaises à l'exposition universelle de New York de 1939. Les archives qu'ils ont laissées de cette mission collective nous permettent de voir quel accueil leur fut donné par les acteurs locaux, et plus précisément par quelques acteurs de la mouvance régionaliste⁹.

Lorsque les enquêteurs du Musée national des Arts et Traditions populaires arrivent en vélo au village de Barbentane, à côté d'Avignon, le 11 novembre 1938, ils se joignent au défilé qui célèbre les vingt ans de l'armistice de la Grande guerre. Là, dans ce contexte national de célébration d'une France souffrante, ils rencontrent des informateurs impliqués dans des activités de folklore régional. Avec eux, ils échafaudent un projet de musée de terroir paysan, orienté vers la danse folklorique et la vie rurale locale. Les représentants de la culture régionale – les folkloristes (Marcel Provence, Fernand Benoît), les animateurs des associations régionalistes (Joseph Clamon, président de l'Académie provençale), les groupes folkloriques (les farandoleurs de Barbentane) – leur font alors allégeance et se proposent de les aider à mener à bien leur projet muséographique. Ils adhèrent à leur projet et les reconnaissent comme une puissance légitime plutôt que comme des colons. Sans doute que l'idée de ces Parisiens est bien étrange aux yeux des villageois de Barbentane, mais leur mandat officiel en fait des interlocuteurs respectables, qu'il s'agit à ce titre d'aider.

Les archives montrent que le projet associait intimement conscience nationale et conscience régionale. En janvier 1939, le village de Romenay, qui avait servi à illustrer l'Exposition internationale de Paris en 1937, adresse ses vœux au village de Barbentane qui va illustrer l'Exposition internationale de New York de 1939. À cette occasion, le maire de Barbentane s'exprime en ces termes :

Puissions-nous, en suivant votre exemple, faire apprécier à leur juste valeur à New York, cette année-ci, autant qu'il convient, les beautés si originales de notre Provence, et par surcroît, de notre grande patrie, afin que de plus en plus nos amis du nouveau monde prennent le goût de la parcourir et surtout, après l'avoir vue de l'aimer encore davantage. Notre œuvre prend ainsi un caractère national, grâce aux guides sûrs, qui ont contribué au grand succès de votre village, nous aimons à penser que Barbentane ne sera pas inférieur à la tâche qu'on a bien voulu lui confier (Folklore Paysan, 1939).

Cette prose montre bien comment sont articulées petite et grande patrie à cette époque. Elle indique en particulier que l'entreprise de collecte muséographique locale est liée à des enjeux de tourisme et de développement, eux-mêmes appuyés sur un fort sentiment de fierté nationale. Ces enjeux expliquent aussi sans doute en partie le zèle de la population locale à collaborer au projet. En tout cas, le régionalisme, ici, n'a rien d'un sécessionnisme ou d'une volonté d'émancipation territoriale. Il veille au contraire à appuyer et à renforcer le projet national et il est encouragé par les autorités nationales.

Imaginaire régionaliste et développement local

Ainsi, à l'époque du Front populaire, la cause régionale et le folklore sont déjà appliqués à des projets de développement local. Les données folkloriques et ethnographiques régionales collectées par les enquêteurs du Musée national des Arts et Traditions populaires vont représenter la nation française à New York. Plus encore, elles doivent témoigner de la capacité d'adaptation de la France aux exigences de la modernité. L'idée de Georges-Henri Rivière est d'utiliser le folklore régional pour montrer qu'on peut être en même temps respectueux du passé local et tourné vers l'avenir et le développement économique global. Le régionalisme, dans ces conditions, n'est pas une posture de contestation de la politique nationale ; il est rapporté à un imaginaire pacifique qui se nourrit de folklore et accompagne le développement d'une zone géographique de plus en plus ouverte aux influences extérieures.

Aujourd'hui, dans le même sens, les discours de valorisation du patrimoine ethnologique régional, portés par des associations parfois proches de la mouvance régionaliste ou qui associent ces dernières, participent à la construction d'une image idéale et stéréotypée de la région. Un corpus limité d'images considérées comme « typiques » ou « authentiques » est utilisé par les offices du tourisme ou par les collectivités territoriales dans le cadre de dispositifs événementiels qui œuvrent à la promotion de territoires principalement considérés pour leur potentiel de développement touristique.

Dans les fêtes locales, l'utilisation des symboles régionaux (jeux taurins, produits du terroir, costumes d'Arlésiennes) favorise le développement touristique et économique, ce qui répond aux attentes des élus locaux. Ces derniers sont, du reste, courtisés en permanence par les associations régionalistes locales qui à l'occasion des fêtes annuelles leur dédient des aubades, leur font des hommages publics, ou reproduisent dans leurs prospectus les logos des structures officielles¹⁰.

La notion de valorisation du patrimoine, qui s'est peu à peu imposée pour remplacer celle de maintenance des traditions, n'est pas étrangère à cet état de fait. Dans le cadre de différents projets de valorisation, les acteurs des groupements et associations régionalistes participent avec les élus et les opérateurs publics (collectivités, offices du tourisme, fabricateurs spécialisés) à la construction de « vitrines identitaires » (Bonnet, 1995) qui imposent une image consensuelle de l'identité régionale et légitiment l'ordre politique dominant.

Le régionalisme : une logique paradoxale

Dans la littérature que les anthropologues et les historiens consacrent à la question des régionalismes dans le domaine français, les spécialistes se contentent très souvent de décrire une opposition simple entre échelon national et échelon régional. Deux modèles principaux servent en règle générale à penser cette opposition : la perspective du colonialisme interne, et celle de l'imbrication des identités gigognes. Dans le modèle du colonialisme interne, les régions françaises sont assimilées à des colonies, dominées par une administration jacobine parisienne et passives face à elle. Ce modèle permet d'affirmer l'existence de cultures régionales dont la légitimité, ancrée dans l'histoire des provinces françaises, serait mise en péril par la toute puissance de l'échelon national. Dans un tel modèle, référence régionale et référence nationale sont tout simplement mises en opposition¹¹. Dans le modèle des identités gigognes, la domination exercée par la nation repose moins sur l'autorité qu'elle exerce réellement que sur la capacité des régions à assimiler des principes d'organisation qui ont été conçus à l'échelon national. La région est conçue comme une « petite patrie » qui est censée reproduire trait pour trait les caractéristiques de la grande¹².

Dans un modèle comme dans l'autre, les spécialistes du régionalisme conçoivent la nation comme un modèle dominant. La région est toujours dominée, soit parce qu'elle est conçue comme étant directement soumise à une domination de type colonial, soit parce qu'elle est amenée à reproduire à son échelle l'organisation institutionnelle nationale. Dans ce contexte, malgré l'existence de travaux récents qui ont permis d'actualiser le débat sur les cultures régionales (*Ethnologie française*, 2003), peu d'efforts ont été faits pour penser la spécificité, la diversité, et le caractère réticulaire des dynamiques collectives de légitimation du politique qui se cachent sous l'opposition ou la hiérarchisation des échelons national et régional.

Dans sa version légitimiste, le régionalisme obéit à une logique paradoxale : d'une part il refuse la référence nationale et affirme une singularité régionale, d'autre part il renforce régulièrement les représentants de la nation en faisant systématiquement allégeance aux puissants ou en adhérant à différentes variantes du mythe de la « Révolution nationale »¹³. Dans ces conditions, ceux qui récusent le système politique national sont en même temps ceux qui le légitiment le plus. Pour comprendre ce paradoxe, il faut éviter de considérer ce régionalisme comme un mouvement revendicatif, séparatiste ou autonomiste. Au contraire, être fier de sa région n'empêche en rien ici d'adhérer à la cause nationale. Dans ces conditions, la région ne s'oppose pas à la nation, mais lui est complémentaire. On n'est pas Provençal contre la France, mais à la fois Provençal et Français¹⁴.

Ce caractère légitimiste du régionalisme provençal permet de comprendre son ambiguïté politique. D'un côté il pousse à prendre parti pour la tradition et l'authenticité culturelle, et explique des prises de position souvent conservatrices ou identitaires, de l'autre il incite simplement, dans une perspective libérale ou commerciale, à exploiter les images de l'authenticité et de la tradition à des fins de développement économique et touristique, ce qui est beaucoup moins connoté politiquement et s'inscrit plus généralement dans un ensemble de volontés et de stratégies gestionnaires.

Ainsi, les associations régionalistes provençales, tout en partant du constat d'une domination, participent ici au renforcement de cette dernière. À l'échelon villageois, où les positions régionalistes ou localistes sont les plus fréquentes et les plus faciles à observer, ce paradoxe est souligné par l'alliance du maire et du prieur¹⁵. Pouvoir officiel et pouvoir coutumier se combinent pour donner sens à la réalité politique locale, qui se retrouve légitimée d'une double manière : par le prieur dans le cadre des institutions coutumières qui organisent le calendrier festif et la vie sociale locale, et par le maire dans le cadre des institutions nationales rythmées par le calendrier électoral.

Cette dynamique articule échelle locale et échelle globale et permet aux acteurs sociaux locaux de travailler régulièrement les questions de l'identité et de l'altérité. Observée dans d'autres zones de l'Europe méditerranéenne (Pitt-Rivers, 1977 ; Boissevain, 1992 ; Spera, 2004), elle renvoie à la problématique de la cogestion des représentations des cultures locales et de leurs enjeux patrimoniaux par les populations originaires du lieu et les autres, touristes ou néorésidents. Il y a là des pistes fécondes à suivre et des données nombreuses à collecter pour qui veut comprendre dans une perspective dynamique les enjeux de la fabrication des cultures locales et les risques d'enfermement afférents dans des idéologies de type identitaire. Plus généralement, est posée ici la question de l'autochtonie et de sa capacité à emprunter des voies autres que celles qui lui sont assignées par le système politique officiel appuyé sur les nations.

Conclusion

L'anthropologie du politique a souvent insisté sur le fait que les impérialismes et les colonialismes ne sont jamais monovalents. Au contraire, elle a montré que l'impérialisme suscite toujours des réactions de la part des colonisés, qui savent reconstruire leur vision du monde, recomposer et réévaluer leurs valeurs, et réinventer leur histoire en fonction des innovations et des changements culturels ou socio-économiques qui surviennent inévitablement avec l'arrivée des colons¹⁶. Ce type d'approche a permis de déconstruire les oppositions trop tranchées qui étaient faites par les anciens ethnologues entre le

monde de la tradition et celui de la modernité, ou entre la sphère de l'identité et celle de l'altérité. Il a permis aussi de questionner en profondeur les représentations sociales du temps ou de l'histoire, et d'insister systématiquement sur la notion de métissage et sur l'aspect processuel, dynamique, et toujours ambivalent, des opérations de construction des identités culturelles. Il permet plus généralement d'insister sur l'aspect forcément construit, fabriqué, de tout discours de légitimation des identités culturelles.

Dans ces conditions, le cadre théorique de l'invention des traditions et de la construction des identités nationales permet de mieux comprendre la nature du régionalisme en Provence. Ce dernier a été construit depuis plus d'un siècle par une série d'échanges entre des autochtones, des représentants de la nation française, des historiens et des ethnologues. Il est de type légitimiste plutôt que sécessionniste, ce qui signifie que la légitimation du politique vient aussi des mouvements régionalistes. Dans ce contexte, il investit le champ du tourisme, celui des loisirs ou celui des fêtes locales, et rassemble de manière ambiguë revendications identitaires et volontés de développement économique et culturel local. Présenté comme une alternative locale à l'échelon national, et cependant engagé dans un processus global de valorisation culturelle, il constitue un mode paradoxal de légitimation du politique.

BIBLIOGRAPHIE

- AGULHON M., 1970. *La République au village*. Paris, Plon.
- AMSELLE J.-L., M'BOKOLO E., 1985. *Au cœur de l'ethnie*. Paris, La Découverte.
- ANDERSON B., 1991. *Imagined Communities: Reflection on the Origin and the Spread of Nationalism*. Londres/New York, Verso.
- AUGÉ M., 1994. *Le sens des autres. Actualité de l'anthropologie*. Paris, Fayard.
- BALANDIER G., 1967. *Anthropologie politique*. Paris, PUF.
- BARTH F., 1995 [1969]. « Les groupes ethniques et leurs frontières », in POUTIGNAT Ph., STREIFF-FENART J. (dir.), *Théories de l'ethnicité*. Paris, PUF.
- BAYART J.-F., 1996. *L'illusion identitaire*. Paris, Fayard.
- BOISSEVAIN J., 1992 (ed). *Revitalizing European Rituals*. Londres/New York, Routledge.
- BONNET J., 1995. « Les vitrines identitaires, une nouvelle source pour l'étude des recompositions identitaires », in CARBONELL Ch.-O. (dir.), *De l'Europe, identités et identité*. Toulouse, Presses universitaires des sciences sociales : 183-190.
- BROMBERGER C., 1987. « Du grand au petit : variation des échelles et des objets d'analyse dans l'histoire récente de l'ethnologie de la France », in CHIVA I., JEGGLE U. (dir.), *Ethnologies en miroirs*. Paris, MSH : 67-94.
- BROMBERGER C., MOREL A., 2001 (dir.). *Limites floues, frontières vives*. Paris, MSH.
- CHANET J.-F., 1996. *L'école républicaine et les petites patries*. Paris, Aubier.

- CHIVA I., JEGGLE U., 1987 (dir.). *Ethnologies en miroirs*. Paris, MSH.
- CUISENIER J., 1998. *Les noces de Marko. Le rite et le mythe en Pays Bulgare*. Paris, PUF.
- DELILLE G., 2003. *Le maire et le prieur. Pouvoir central et pouvoir local en Méditerranée occidentale du XV^e au XVIII^e siècle*. Paris, EHESS – École française de Rome.
- DOSSETTO D., 2001. « En Arlésienne ou le voile islamique à l'envers ? Espace géographique, espace social du costume en Provence », *Terrain*, 36 : 143-158.
- ETHNOLOGIE FRANÇAISE, 2003. « Cultures régionales : singularités et revendications », XXXIII^e année, 3.
- FABRE D., 1996 (dir.). *L'Europe entre culture et nation*. Paris, MSH.
- FABRE D., 1999 (dir.). *La fabrique des héros*. Paris, MSH.
- FAURE C., 1989. *Le projet culturel de Vichy*. Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- FOLKLORE PAYSAN, 1939. Nouvelle série, 2, mars-avril : 52.
- FOURNIER L. S., 2002. *Ethnologie des fêtes locales en Provence : mise en valeur du patrimoine et vécu festif*. Thèse de doctorat d'ethnologie. Montpellier, université de Montpellier III.
- GELLNER E., 1989 [1983]. *Nations et nationalisme*. Paris, Payot.
- GOSSIAUX J.-F., 2002. *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*. Paris, PUF.
- GUEUSQUIN M.-F., 2000. *La Provence arlésienne : traditions et avatars*. Arles, Actes Sud.
- HERZFELD M., 1982. *Ours Once More. Folklore Ideology and the Making of Modern Greece*. Austin (Texas), The Texas University Press.
- HOBBSAWM E., 1990. *Nations et nationalisme depuis 1780*. Paris, Gallimard.
- HOBBSAWM E., RANGER T., 1983 (eds). *The Invention of Traditions*. Cambridge, Cambridge University Press.
- KARNOOUIH C., 1990. *L'invention du peuple. Chroniques de Roumanie*. Paris, Arcantère.
- LAFONT R., 1973. « Sur le problème national en France : aperçu historique », *Les Temps modernes*, 324-326 : 19-53.
- LANTERNARI V., 1962. *Les mouvements religieux de liberté et de salut des peuples opprimés*. Paris, Maspéro.
- LENCLUD G., 1987. « La tradition n'est plus ce qu'elle était », *Terrain*, 9 : 110-123.
- MARTEL Ph., 1986. « Le Félibrige », in NORA P. (dir.), *Les lieux de mémoire (III, 2)*. Paris, Gallimard : 566-611.
- MAURON C., 1993. *Frédéric Mistral*. Paris, Fayard.
- MORVAN F., 2002. *Un monde comme si. Nationalisme et dérive identitaire en Bretagne*. Arles, Actes Sud.
- PELEN J.-N., 1985. « La Pays d'Arles : sentiments d'appartenance et représentations de l'identité », *Terrain*, 5 : 37-45.
- PITT-RIVERS J., 1997 [1977]. *Anthropologie de l'honneur*. Paris, Hachette.
- POUILLON J., 1975. *Fétiches sans fétichisme*. Paris, Maspéro.
- ROUCH J., 1955. *Les maîtres fous*. Film de 30 min.
- SAHLINS M., 1989 [1985]. *Des îles dans l'histoire*. Paris, Gallimard.

SEGALEN M., 1989 (dir.). *L'autre et le semblable*. Paris, Presses du CNRS.

SPERA V., 2004. « Esprit du blé, madonnes et saints patrons », in BONNET J., FOURNIER L. S. (dir.), *Fêtes et rites agraires en Europe : métamorphoses ?* Paris, L'Harmattan : 143-180.

THIESSE A.-M., 1997. *Ils apprenaient la France*. Paris, MSH.

WEBER E., 1985 [1962]. *L'Action française*. Paris, Fayard.

NOTES

1. Sur les définitions et les implications épistémologiques d'une anthropologie du proche et du contemporain, Ségalen (1989) et Augé (1994) restent pour nous des références majeures.
2. Pour sortir de l'impasse substantialiste, les références restent Barth (1995) puis Amselle et M'Bokolo (1985).
3. Cf. d'abord Pouillon (1972), puis Hobsbawm et Ranger (1983) ou Lenclud (1987).
4. Cf. Gellner (1989), Anderson (1991), Hobsbawm (1990).
5. Pour le cas de la Grèce, Herzfeld (1982) a bien montré comment les folkloristes avaient contribué à fabriquer au XIX^e siècle les mythes fondateurs de l'identité nationale. Pour la Roumanie, Karnoouh (1990) explique que le rôle de fabricateurs a été tenu par des poètes, encouragés par le pouvoir politique et véritables démiurges de la cause nationale. En Bulgarie, Cuisenier (1998) montre avec quelle force le mythe de Krali Marko a été réactualisé dans le processus de construction de la nation moderne. Dans les Balkans, Gossiaux (2002) a déconstruit la notion d'ethnicité et les discours attachés à la mise en valeur des identités ethniques. En Allemagne et en France, les textes rassemblés par Chiva et Jeggle (1987) ont attiré de leur côté l'attention sur le caractère non moins construit des identités nationales et sur le rôle actif des ethnologues dans ces constructions idéologiques. Les travaux rassemblés par Daniel Fabre sur les héros nationaux (1999) ou sur les cultures nationales (1996) ont achevé d'éclairer les processus de construction et de fabrication qui, en Europe, semblent inévitablement à l'œuvre dans les discours à vocation identitaire.
6. Sur l'histoire de ce mouvement, cf. Martel (1986).
7. Sur l'Action française et les rapports paradoxaux de ses militants à la notion d'ordre, cf. Weber (1985).
8. Sur les convictions républicaines de Mistral, qui fut marqué à ses 18 ans par la Révolution de 1848, cf. la biographie que lui consacre Mauron (1993).
9. Nous remercions ici Jacqueline Christophe, du Musée national des Arts et Traditions populaires, de nous avoir donné accès à ces archives.
10. Pour une analyse plus complète des discours régionalistes relayés par les structures officielles de l'État français ou par les collectivités territoriales, cf. Fournier (2002).
11. Il s'agit alors d'insister, comme le fait Lafont (1973) sur l'organisation centralisée de l'État-nation français, héritée de la Révolution française : ce modèle est souvent porté par des auteurs partisans de la cause régionaliste qui produisent ainsi une critique du centralisme.
12. C'est ce modèle qui est utilisé par Thiesse (1997) ou par Chanet (1996) pour expliquer la mise en place du système éducatif français au XIX^e siècle. Puisant ses sources dans le travail d'Agulhon (1970), c'est encore ce modèle qui sert de base à l'étude récente de Morvan (2002) sur les dérives nationalistes du régionalisme breton.
13. Ce qui explique les accointances de certains militants régionalistes avec les partis d'extrême-droite. Sur l'utilisation de la rhétorique régionaliste par le régime de Vichy, cf. Faure (1989). Sur l'instrumentalisation du folklore régional par les municipalités gérées par le Front national dans la zone concernée, bien des études restent à mener.

14. Dans cette perspective, les positions racistes de certains groupes régionalistes observés par Dossetto (2001) ne semblent pas être, dans leur logique, d'une nature très différente de celles des mouvements d'extrême-droite qui existent au niveau national. Ainsi, la sensibilité régionaliste peut suffire à elle seule à expliquer les scores électoraux importants de l'extrême-droite en Provence.

15. Pour une étude historique et comparative des pouvoirs coutumiers dans les villages méditerranéens, cf. Delille (2003).

16. De nombreux exemples classiques illustrent ce postulat, dans différentes aires culturelles. Dans ses films, Rouch (1955) a montré par exemple comment des Africains en situation d'acculturation arrivaient à inventer des mythologies et des cultes de possession en s'appuyant sur les matériaux que leur fournissaient les administrateurs des nouveaux États coloniaux. De son côté, Balandier (1967) a conçu l'anthropologie dynamique comme une observation des conflits politiques occasionnés par les contacts culturels propres aux situations coloniales. Lanternari (1962) a démontré quant à lui que bon nombre de mouvements autochtones se coulaient dans un schème révolutionnaire et messianique qui était repris pour l'essentiel aux missionnaires et aux colons. Plus près de nous, Sahlin (1989) a expliqué comment les Hawaïens avaient interprété l'événement historique de l'arrivée des Blancs dans leur île en le rapportant à des récits étiologiques préexistants.

RÉSUMÉS

Cet article attire l'attention sur l'exemple du discours régionaliste en Provence, qui dans la mesure où il s'applique à mettre en valeur la notion d'identité régionale, répond aux attentes politiques des élus soucieux de développement économique et touristique et contribue en cela à légitimer l'ordre politique national français tout en prétendant le contester. Le rappel de quelques théories anthropologiques concernant la construction des identités comme processus historique permet ici de mettre en lumière la dynamique spécifique de la construction identitaire en Provence depuis le XIX^e siècle. Cette approche historique des légitimations du politique permet d'analyser le discours régionaliste provençal comme paradoxal et politiquement ambigu puisqu'il opère toujours une conjonction entre références locales et références nationales.

This article draws attention to the example of regionalist discourse in Provence, which, to the extent that it tries to highlight the notion of regional identity, meets the political requirements of elected representatives concerned about economic development and tourism and contributes in this way to legitimising the French national political order while simultaneously claiming to contest it. A review of some anthropological theories concerning the construction of identities as an historical process makes it possible here to throw light on the specific dynamics of identity construction in Provence since the 19th century. This historical approach to the legitimisation of politics allows Provençal regionalist discourse to be analysed as paradoxical and politically ambiguous since it always brings about a conjunction of local references and national references.

INDEX

Mots-clés : anthropologie historique, France, identités culturelles, nation, Provence, région

Keywords : cultural identities, France, historical anthropology, nation, Provence, region

AUTEUR

LAURENT-SÉBASTIEN FOURNIER

Université de Nantes – EA 3260